



## Participation des femmes responsables de la TGR au « Team Building » organisé par le MEF



La Trésorerie Générale du Royaume a été conviée à prendre part au premier «Team Building» des Femmes Responsables aux côtés des autres directions du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), les 17 et 18 octobre 2009 à Mohammedia et Casablanca.

Cette première édition du Team Building a eu pour objectifs d'instaurer des espaces d'échanges et de discussions pour les managers du MEF et de renforcer leur cohésion.

Les travaux de cette rencontre se sont articulés autour de trois thématiques :

- le management moderne ;
- le profil d'un bon manager ;
- la cohésion des équipes.

Par ailleurs, la deuxième journée de cette rencontre a été marquée par la présentation des résultats de l'enquête : « le Management au féminin au MEF », effectuée sur un échantillon représentatif du personnel du Ministère, à M. Salaheddine Mezouar, Ministre de l'Economie et des Finances et à MM les directeurs de l'Agence Judiciaire du Royaume (AJR), des Etudes et Prévisions Financières (DEPF), des Etablissement Publics et de la Privatisation (DEPP) et des Affaires Administratives et Générales (DAAG).

## DANS CE NUMÉRO

### EN BREF

- Convention signée avec l'Administration Pénitentiaire et de Réinsertion.
- La TGR au VI<sup>ème</sup> congrès de l'Ordre des Experts Comptables à Fès.
- Préparation des premières missions d'audit de la CGO.
- Deux ateliers de travail à la DR de Fès.
- Actions pour le déploiement de GID à la DR de Rabat.
- Echanges à Casablanca pour une meilleure adhésion au système GID.
- Création de l'agence bancaire de Tanger.

### POINT SUR ... ET ACTUALITÉ PROJETS

- Point sur ... La Loi de Finance 2010.
- Actualité Projets : Programme de dématérialisation de la commande publique.

### RESSOURCES HUMAINES ET COOPERATION

- Formations
- Candidature
- Coopération

## Convention signée avec l'Administration Pénitentiaire et de Réinsertion

M. Saïd IBRAHIMI, Trésorier Général du Royaume a signé une circulaire conjointe avec M. Hafid BENHACHEM, Délégué Général de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion, fixant les modalités de mise en paiement de la rémunération servie aux détenus exerçant une activité à caractère lucratif dans les établissements pénitentiaires, le 01 septembre 2009 à la TGR.

Cette circulaire vise, par conséquent, à décrire les nouvelles modalités pratiques de mise en paiement de la rémunération concernée, de manière à homogénéiser et à harmoniser l'application des nouvelles règles par l'ensemble des directeurs des établissements pénitentiaires et par les comptables publics concernés. La mise en place de ce nouveau système de mise en paiement de la rémunération servie aux détenus, trimestriellement, illustre une volonté de modernisation et de rationalisation dans la gestion des établissements pénitentiaires.

## La TGR au VI<sup>ème</sup> congrès de l'Ordre des Experts Comptables à Fès



La Trésorerie Générale du Royaume a participé au VI<sup>ème</sup> congrès de l'Ordre des Experts Comptables (OEC) sous le thème: «L'Expert comptable et l'entreprise à l'ère numérique», les 22 et 23 Octobre 2009 à Fès.

La promotion de la culture et la pratique des outils numériques dans et par l'administration, le tout au service d'une croissance économique durable pour le Maroc pays ont été les objectifs principaux de cette rencontre, tenue sous le Haut patronage de sa Majesté le Roi Mohammed VI.

A cet effet, M. Rachid MELLIANI, Directeur du Contrôle et du Développement a intervenu au deuxième panel auquel ont participé M. Saïd AHMIDOUCH, Directeur Général de la CNSS, M. Younès KABBAJ, Directeur du Système d'Information à la DGI et M. Saïd RKAIBI, PDG OMNIDATA pour présenter les nouveaux télé-services offerts par le portail de la TGR.

La clôture du congrès a été marquée par la visite de M. Nizar Baraka, Ministre délégué chargé des Affaires Economiques et Générales qui a passé en revue les stands présents lors du congrès dont celui de la TGR qui exposait les produits e-services (paiement en ligne des taxes

d'habitation, des services communaux et taxe professionnelle, GID, PMMP) aux côtés des autres participants dont la Direction Générale des Impôts.

## Préparation des premières missions d'audit de la CGO



Une journée d'étude a été organisée avec la participation de l'Inspection Générale de Finances (IGF) pour la préparation des premières missions d'audit de la capacité de gestion des services sous ordonnateurs, le 19 octobre 2009 à la TGR.

Après avoir effectué un rappel de la réforme du contrôle de la dépense et présenté le cadre général et réglementaire de la mission d'audit ainsi que les actions réalisées, le chef de division de l'accompagnement des projets de réforme à la TGR a, également, exposé les principales phases de la mission d'audit, ses acteurs et leurs rôles. Quant à l'équipe IGF, elle a présenté le guide et a répondu aux interrogations relatives au questionnaire.

Avant de clôturer la journée, M. Rachid MELLIANI, Directeur du Développement et du Contrôle a rappelé, dans son intervention, que la mission d'audit de la CGO constitue, pour les auditeurs, une opportunité de positionnement dans le nouveau schéma de fonctionnel de la TGR.

## Deux ateliers de travail à la DR de Fès



Lors de son IV<sup>ème</sup> Comité Régional de Coordination, la DR de Fès a tenu deux ateliers de travail, les 29 septembre et 01 octobre 2009 en présence des Trésoriers Préfectoraux, Provinciaux et Communaux.

Ces deux réunions, présidées par M. le DR, ont eu pour ordre du jour :

- L'analyse du niveau d'exploitation et du déploiement GID ;
- L'assainissement des comptes d'imputation provisoire ;
- L'évaluation des réalisations au titre du COM 2009 ;
- La mise en œuvre du contrôle interne.

## Actions pour le déploiement de GID à la DR de Rabat



La réunion de cadrage avec les Trésoriers Préfectoraux de la DR de Rabat a mis au point les actions à entreprendre pour la réussite de la généralisation du système GID à l'ensemble des acteurs de la dépense de l'Etat et ce, en mettant les compétences techniques et logistiques à leur service.

Lors de cette réunion, d'autres points ont été discutés se rapportant notamment :

- aux opérations d'assainissement des comptes et à la nécessité de sensibiliser les comptables de base pour activer cette action ;
- à l'état d'avancement de l'opération de prise en charge des agents occasionnels sur le système Wadef@ujour.

## Echanges à Casablanca pour une meilleure adhésion au système GID



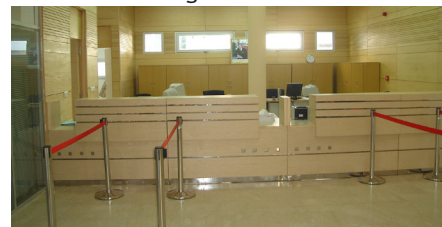
A la veille de la généralisation du système GID prévue pour le début de Janvier 2010, la DR de Casablanca a tenu plusieurs sessions de travail auxquelles ont assisté les trésoriers préfectoraux, provinciaux et les chefs de services de la dépense publique ainsi que l'ensemble des référents, à savoir

- une séance de cadrage ;
- une réunion en marge de la formation ;
- une journée d'information et d'échange.

Ces rencontres ont eu pour objectif de relater les expériences de chacun, de souligner les meilleures pratiques adoptées et d'unifier les politiques et les stratégies pour approcher et garantir l'adhésion des sous-ordonnateurs au nouveau système.

## Création de l'agence bancaire de Tanger

Conformément à la note de sa création, l'agence bancaire de Tanger a démarré ses activités le 1<sup>er</sup> octobre 2009. Ce nouvel espace a permis d'offrir un cadre plus convivial et accueillant à la clientèle, avisée du transfert de l'activité bancaire exercée, auparavant, à la Trésorerie Préfectorale de Tanger.



Le projet de Loi de Finances (PLF) 2010 s'est fixé trois priorités, à savoir :

1. la poursuite du soutien de la croissance économique en vue de la création d'emploi et de l'augmentation des revenus des citoyens ;
2. l'accélération du rythme des réformes et la mise en œuvre des politiques sectorielles pour le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité du pays sur la base d'un effort mieux réparti sur le plan territorial ;
3. la consolidation de la solidarité sociale en vue d'assurer une meilleure répartition des fruits de la croissance et d'améliorer les indicateurs de développement humain, en particulier dans le monde rural et les zones montagneuses.

Reposant sur les hypothèses retenues en terme d'indicateurs chiffrés (taux de croissance de 3,5%, taux d'inflation de 2%, prix du pétrole à 75 \$/bbl et un déficit budgétaire de 4% du PIB), le PLF 2010 prévoit les principales mesures fiscales et douanières relatives à :

- la poursuite de la réforme de l'IR notamment à travers le réaménagement du barème de l'IR ;
- l'amélioration du régime fiscal spécifique aux fusions des sociétés et leur restructuration pour améliorer leur rentabilité et leur compétitivité et leur permettre de faire face à la concurrence internationale ;
- la poursuite de la réforme tarifaire adoptée dans le cadre de la Loi de Finances 2009.

En outre, un certain nombre de mesures a été proposé par la Trésorerie Générale du Royaume en concertation avec les départements ministériels concernés, pour :

- l'introduction d'une disposition au niveau de la loi sur la responsabilité des ordonnateurs, des contrôleurs et des comptables publics, exonérant les héritiers et les ayant-droits des comptables publics décédés de toute responsabilité à raison des débits juridictionnels et administratifs ;
- la mise en place d'un nouveau dispositif visant l'amélioration des conditions de versement du produit de la TPPAN au Trésor ;
- la modification de certaines dispositions au niveau du code de recouvrement des créances publiques en vue de l'application des majorations de retard sur les amendes, dépens et frais de justice prononcés par les tribunaux du Royaume après expiration d'un délai de trente (30) jours à dater de la notification des jugements et des décisions les concernant et dès épuisement de toutes les voies de recours ordinaire ;
- la rationalisation du dispositif d'annulation des crédits d'investissement inutilisés ;
- la suppression des postes budgétaires restés vacants en fin d'exercice.

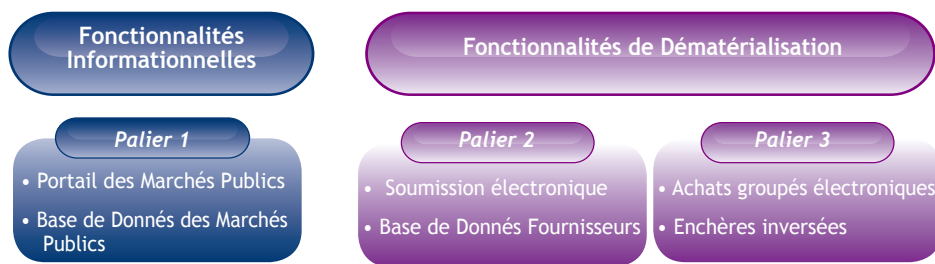
### PROGRAMME DE DEMATERIALISATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

La mise en œuvre du programme de dématérialisation de la commande publique (PDCP) s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par le Gouvernement pour la modernisation de la gestion des marchés publics.

Ce programme vise :

- l'amélioration de la transparence, quant aux conditions d'accès aux informations de la commande publique et la lutte contre les pratiques illicites réduisant ainsi l'intervention humaine dans l'acte de l'achat public ;
- la rationalisation de la commande publique en mettant en œuvre des outils permettant aux administrations d'acheter mieux et à moindre coût ;
- le développement de la concurrence en élargissant les possibilités de toucher un panel plus large de fournisseurs potentiels pour les administrations ;
- la simplification des procédures en tirant profit des possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication, tout en conservant le même niveau de contrôle et de la fiabilité du processus de sélection des fournisseurs.

Le programme de réalisation et de déploiement du PDCP se décompose en 3 paliers de 6 blocs.



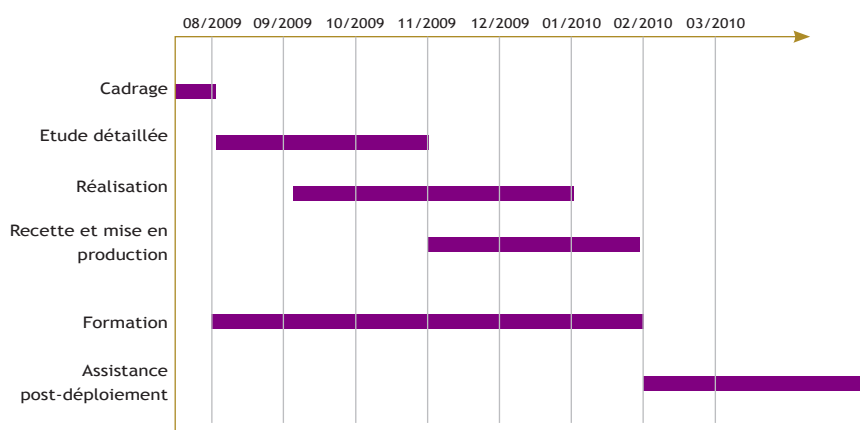
#### 1- Fonctionnalités Informationnelles

Les 2 blocs du palier 1 déjà réalisés, comportent :

- Le **Portail Marocain des Marchés Publics (PMMP)**, mis en œuvre depuis octobre 2007, a pour vocation d'être le portail fédérateur de publications relatives aux appels à la concurrence des administrations de l'Etat, des CL et en partie des entreprises et établissements publics ;
- La **Base de Données des Marchés Publics (BDMP)**, opérationnelle depuis le 13 mars 2008, est un entrepôt de données décisionnelles permettant une vision globale et uniforme des conditions d'exécution de la commande publique depuis la préparation jusqu'au mandatement en passant par l'engagement ;

#### 2- Fonctionnalités de Dématérialisation

Quant aux 4 blocs des paliers 2 et 3 dont la réalisation est prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2010, ils sont basés sur une solution progicielle de dématérialisation. Leur planning d'exécution comporte 6 phases centrales depuis le cadrage jusqu'au déploiement final de la solution.



- La **soumission électronique** se veut système dématérialisé de dépôt et de dépouillement des offres par l'ouverture d'un canal sécurisé entre les fournisseurs et les acheteurs publics.
- La **Base de Données Fournisseurs (BDF)** se doit d'être un référentiel complet sur les entreprises travaillant avec l'administration à même de simplifier notablement les procédures et les conditions de choix et d'attribution des marchés publics.
- Les **achats groupés électroniques** constituent un instrument de gestion moderne des achats lancés par un acheteur public désigné coordonnateur au profit de plusieurs acheteurs publics.
- Les **enchères inversées** sont une mise en concurrence en temps réel des soumissionnaires dans le cadre d'un processus itératif dématérialisé et anonyme (prix, délai de garantie, délais de livraison, ...).

## Formations

### Plan transverse du IV<sup>ème</sup> trimestre de formation

- Plusieurs formations ont été inscrites dans la mise en œuvre du plan transverse et ont porté sur :
  - Les techniques d'encadrement et de gestion ;
  - Les techniques de communication et de négociation ;
  - Le contrôle interne.

### Système GID



- Un programme de formation relatif au II<sup>ème</sup> palier du système GID a été réalisé :
  - au siège de la DR de Casablanca, au profit des sous ordonnateurs,

des chefs de postes et de services (Dépenses), des techniciens et du personnel de la DR ;

- au niveau des Trésoreries Préfectorales y rattachées (Al Jadida, Settat, Mohammedia, Benslimane, Khouribga, Safi) pour le compte des sous ordonnateurs.

### Gestion des Ressources Humaines

- Une journée de formation à destination des responsables, des cadres des ressources humaines au niveau des directions régionales à raison de trois personnes par direction (Rabat, Casablanca, Fès, Agadir, Marrakech et Tanger) a été organisée, le 30 octobre 2009 au siège de la TGR.

Cette formation avait pour objectifs :

- de développer les compétences des gestionnaires GRH du réseau ;
- de disposer d'un groupe de formateurs potentiels sur les procédures GRH ;
- d'informer les responsables des services pour la mise en œuvre des procédures et l'encadrement du personnel de la GRH.

## Candidature

Dans le cadre de la mise en place de l'organisation de ses services centraux, la TGR a lancé un appel à la candidature en vue de pourvoir les 9 postes de responsabilité vacants au niveau de 4 Directions :

### Direction du Contrôle et du Développement (4 postes)

- Division du contrôle interne et de la gestion des risques
- Service de l'audit interne
- Service du contrôle de gestion
- Service de la mise en place de la démarche qualité

### Direction du Pilotage des Métiers et de l'Animation du Réseau (1 poste)

- Division de la coordination

### Direction de l'Appui et de la Gestion des Ressources (2 postes)

- Division du budget et des moyens généraux
- Service du support au réseau

### Entité chargée du projet de Gestion Intégrée de la Dépense (2 postes)

- Mission d'Expertises Métiers
- Mission Infrastructure Technologique

## COOPERATION

### Mission sur le conseil et l'assistance aux collectivités locales

Dans le contexte de l'accompagnement des réformes des finances locales au Maroc et afin de s'enquérir de l'expérience française en la matière, une visite d'étude concernant le conseil et l'assistance aux collectivités locales est organisée au profit de certains responsables de la TGR à Paris du 28 septembre au 03 octobre 2009.

A cet effet, une délégation composée de MM Abdelilah MARCIL, Directeur de la Direction du Pilotage des Métiers et de l'Animation du Réseau, Hassan SEBTIRI, Trésorier Communal de Tanger, Ahmed LAHRECH, Trésorier Communal de Rabat et Mme Nadia ANNOUZ, chef du Service du Développement du Conseil aux Collectivités locales, ont pris part à cette visite.

### Coopération SIGMA/TGR

Mme Ulrika Klingenstierna consultante SIGMA et M. José Viegas-Ribeiro, Inspecteur Général, adjoint des Finances du Portugal ont effectué une mission à la TGR, inscrite dans le programme de coopération avec l'Unité de Gestion de Programmes (UGP), organisme en charge de la modernisation de l'administration publique au Maroc par l'OCDE et l'Union européenne.

Constituant la première étape d'un processus de la mise en œuvre de la fonction d'audit interne à la TGR, dans le cadre du programme SIGMA (Support

for Improvement in Governance and Management), cette visite a permis in fine de :

- d'élaborer la revue du projet de charte de l'audit interne ;
- de tracer une feuille de route pour le reste du processus ;
- de formaliser les actions à mener et leurs principales échéances.

Articulées autour de réunions de travail, des rencontres ont été tenues, principalement, avec les responsables concernés de la DCD, les 5 et 6 octobre 2009.

### Coopération DGFIP/TGR



Dans le cadre du programme annuel 2009 de la coopération entre la TGR et la DGFIP, MM Bernard LIMAL, délégué du directeur général des finances publiques pour la région Ile-de-France et Christian CAPRIL, trésorier principal au sein de la Mission Gouvernance Informatique étaient en visite à la TGR les 26 et 27 octobre 2009.

La mission de M. Bernard LIMAL avait pour objet l'évaluation du programme GID, après une année de déploiement du premier palier afin :

- d'examiner son utilisation auprès des Ministères pilotes ;
- de connaître les attentes des autres départements en cours d'intégration.

De son côté, la visite de M. CAPRIL a constitué une opportunité d'échange d'idées et d'expériences avec les responsables informatiques de la TGR.



الخزينة العامة للمملكة  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

Pour toutes informations et suggestions, contactez-nous au :

DCD/ SCCI

E-mail : tginfos@tgr.gov.ma

Tél.: 05 37 57 88 39

Fax : 05 37 57 82 77